

Conférence-débat
organisée par l'Atelier des Chercheurs pour une
désexcellence des universités



D'un service public à un secteur productif

Souffrances dans l'université en contexte néo-libéral

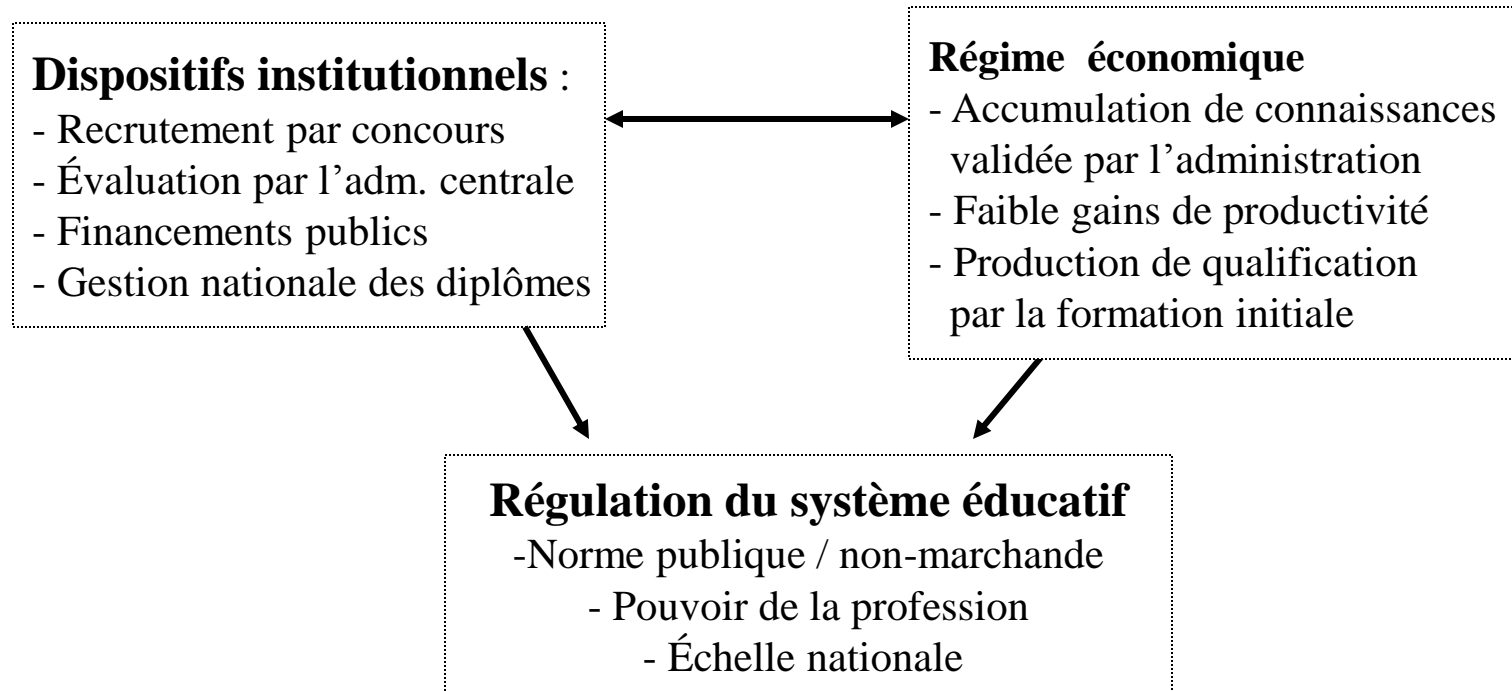
Thomas Lamarche

Université Paris Diderot UMR LADYSS

Thomas.lamarche@univ-paris-diderot.fr

1. Une régulation **nationale, professionnelle et administrée**

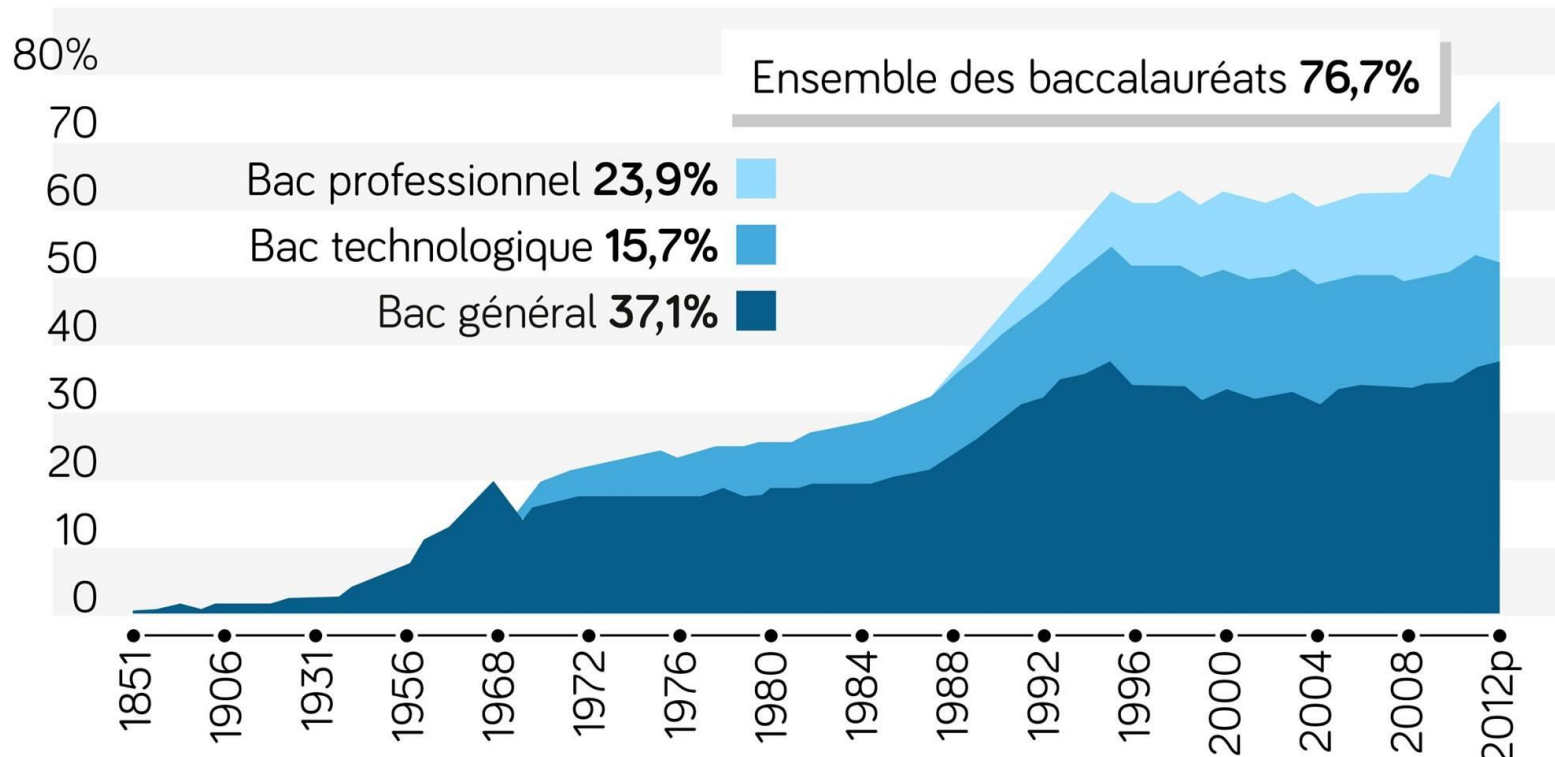
Période de l'après-guerre, jusqu'à la fin des années 80 :



- Une régulation structurée à **l'échelle nationale**
- Centralité de **régulations professionnelles**; rôle clé des corps professionnels
- Système éducatif structuré dans le cadre de **dispositifs propres à l'Etat social**,
⇒ cf. Une configuration relativement stabilisée, fortement dualisée (élitiste)

2. Une double massification

- Dans l'enseignement secondaire dans les années 1950-60, puis autour de 1990 : deux marches (chiffre pour la France)
 - Changements démographiques
 - Les masses de l'école « du peuple » entrent au niveau secondaire (lycée) qui était originellement celui des élites



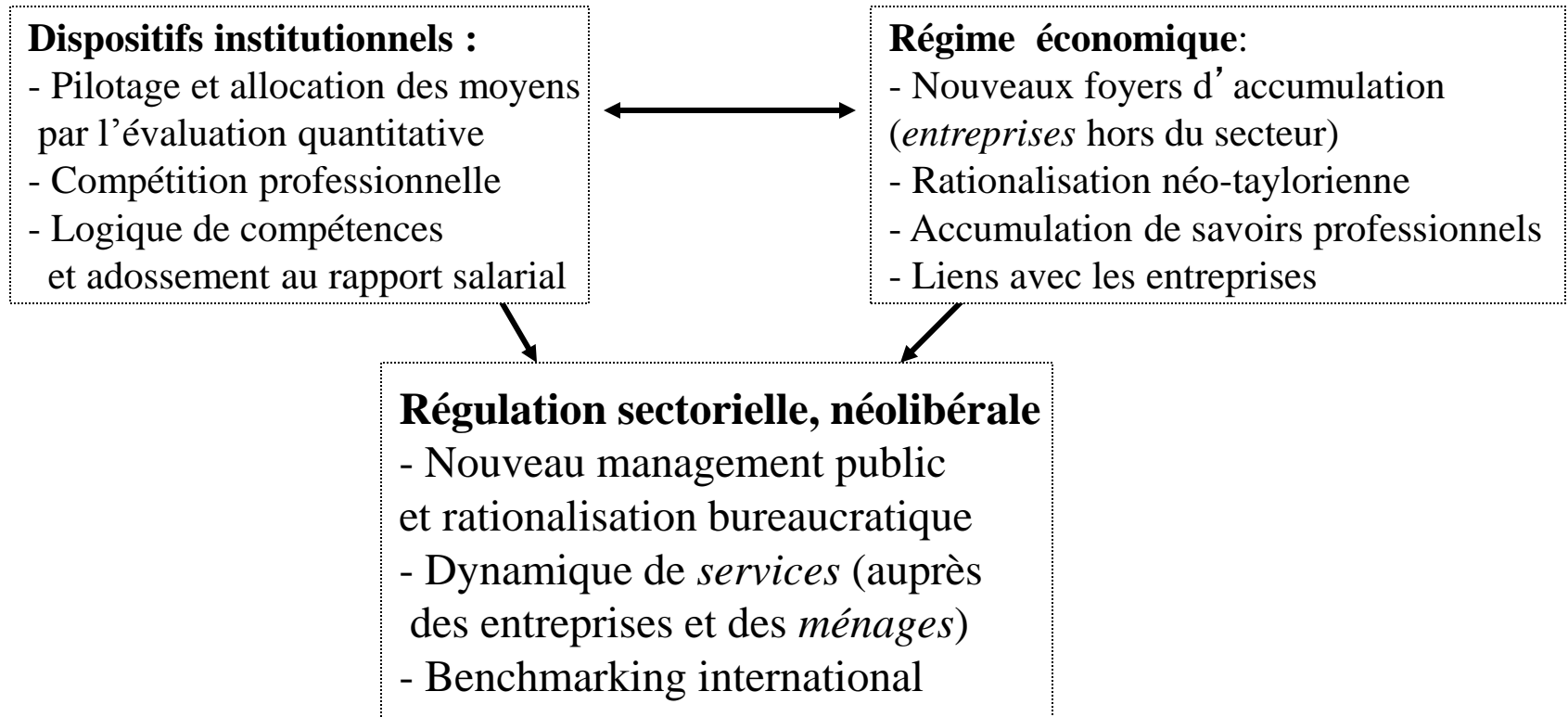
Double massification...

- Dans l'**enseignement supérieur** à partir des années 1970
 - Forte croissance 1986 – 95
 - Elargissement de l'accès aux différents niveaux du système scolaire lié à la mobilisation des savoirs dans l'accumulation
 - Evolution du **taux de diplôme par génération**: saut de 20 points de % entre les générations 1969 et 1976.
 - La part des diplômés l'enseignement supérieur par génération, passe de 40 % à plus de 60 %.

⇒ Une transformation de la demande sociale

3. Émergence d'un secteur, élargi: une **régulation managériale** (ou néolibérale)

Période 1990 – 2016



- Un secteur aux *frontières incertaines* (en termes spatial et de secteur), confronté aux opportunités du régime d'accumulation (espoir de profit, savoirs comme actif clé) et à la production d'externalités qui s'expriment territorialement.
- Un pilotage public néolibéral : *concurrence, pénurie* et *ordre coercitif*
- Une dynamique de *sectorisation* portée internationalement

3.1 Evolution du *produit*

- Le système éducatif marqué par des tensions entre deux dimensions *institutionnelle* et *fonctionnelle* de ce qu'il produit:
 - **Dimensions institutionnelles**: le **système éducatif produit des règles** sociales et politiques.
 - Reproduction sociale
 - **Dimensions fonctionnelles** : le **secteur du savoir produit des ressources** pour l'activité productive (ie pour les entreprises et pour les familles/les ménages)
 - Reproduction de la force de travail
 - Puis, savoirs appropriables, exprimée par les entreprises (via brevet, ...)
 - Emergence de la notion **d'employabilité** et contestation de celle de **qualification** qui était congruente au rapport salarial fordiste

⇒ Relations dialectiques entre ces deux dimensions/fonctions
- Un élément de glissement : **domination de la dimension fonctionnelle**
 - Chômage de masse et désindustrialisation progressive => pression sur **l'employabilité**
 - Savoir et compétences anticipés en tant que ressources clé de l'accumulation de la période à venir (économie de la connaissance, cf. Processus de Lisbonne)

⇒ **Pression en tant que sphère fonctionnelle**

3.2. Désectorisation, processus mondialisé

- Les transformations à l'échelle des systèmes éducatifs (nationalement institués) pris dans une dynamique d'internationalisation / marchandisation:
 - Rôle structurel d'organismes internationaux: OCDE, Banque mondiale, OMC...
 - Pression de nouveaux acteurs entrants dans le secteur / d'anciens acteurs libéralisés
 - Établissements et universités *privés*, (cf. stratégie expansive des écoles de management)
 - Firme du secteur du conseil, mais aussi GAFA, *via* la culture de masse
 - Massification de la demande de formation dans le supérieur
 - Processus progressif d'hybridation
 - Par les financements (de la recherche, de l'accès aux formations...)
 - Par les joint ventures, start-up aux marges de l'université, filialisation
- ⇒ Les frontières des systèmes éducatifs nationaux sont déstabilisées par la double dynamique de concurrence et d'internationalisation
- ⇒ Les dispositifs institutionnels nationaux (diplômes, hiérarchies académiques...) sont déstabilisés
- ⇒ Montée en puissance de groupes visant la *domination sectorielle*
- Cf. Stratégie de filialisation, extension des réseaux d'école à l'échelle internationale

3.3 Montée des politiques néolibérales

- Gouvernance néolibérale : management *par les instruments*
 - Gouvernance par le palmarès (ie. l'excellence et ses dispositifs)

⇒ Centralité de l'évaluation

- À l'échelle des politiques publiques (PISA, mais aussi MOC)
 - Dans la gestion des établissements (mise en concours des établissements sur logique d'excellence)
 - Des enseignants
- Décentralisation de la gestion des contraintes (= report aval des contraintes budgétaires, vers les *établissements*)
 - Instrumentalisation du contexte macro (ie dette publique et concurrence internationale)
- ⇒ Une politique publique poussant sur une *rationalité industrielle*

3.4. Erosion du compromis social avec le monde enseignant

- Fragmentation de la relation d'emploi
 - Dégradation de la qualité de l'emploi au sein de la composante publique sous contrainte de budget public
 - Niveau des rémunération (cf. perte du pouvoir d'achat enseignant depuis 90 en France)
 - Niveau de l'emploi hors fonction publique
 - ⇒ Dualisations anciennes, exacerbées dans la formation et la recherche
- Montée de la dynamique du *leadership*, porté par l'OCDE notamment
 - Dynamique de constitution d'élites dirigeantes
 - ⇒ Un management coupé de l'activité éducative / de formation : concurrence et prophétie auto réalisatrice
- Conflit de répartition dominé par le capital
 - Changement du compromis de classe (Duménil et Lévy)
 - Mise sous tutelle des Etats par la finance de marché (austérité)

3.5 Un « secteur » du Savoir impensé: impossibilité de la rationalisation industrielle

- Une régulation sectorielle en peine d' une *convention* de qualité : ie qu'est ce que la qualité; quels registres?
 - Difficulté de penser *ce que produit* l'éducation pour la société
 - Notamment les effets décalés dans le temps (Médiat / immédiat)
 - Les effets directs / indirects; les effets Individuels / collectifs
 - Les effets utiles restent territorialisés
 - Territorialité des compromis
 - Externalités localisées
 - Alors que les formes de concurrence sont de plus en plus structurées dans un registre de comparaison internationale
- ⇒ Les réformes et les projections concurrentielles font l'impasse du caractère **coproduit** de l'activité : science / société; université / mondes sociaux; enseignants / étudiants comme autant de rapports sociaux situés.
- ⇒ Les réformes et les stratégies d'acteurs entrave la régulation professionnelle précédente, et les registres de la rationalisation industrielle implicite sont incohérents. Une solution alternative ne trouve pas de force sociale suffisante

Des contradictions... à la souffrance

- Montée de contradictions propre au régime néolibéral
 - + de concurrence (entre établissements, composantes, personnels)
 - - de ressources (pénurie)... et marchandisation rampante
 - *Pilotage par les instruments*, pour orienter la rationalité des acteurs
 - ⇒ *Dépolitisation* au sens d'une rationalisation bureaucratique
- Une profession et des dispositifs déstabilisés
 - Par les formes de concurrence entre nouvelles entités
 - Par des règles supranationales (UE, OMC...)
 - Par des recompositions territoriales soutenues par des compromis *faibles*
- Impossibilité du travail bien fait, *bullshits jobs*, injonctions
 - Effet de la mise en concurrence et du reporting permanent
 - ⇒ Tensions, stress
 - ⇒ Perte du caractère émancipateur de l'activité